



HAL
open science

Grands ensembles et productions domestiques

Daniel Pinson

► **To cite this version:**

Daniel Pinson. Grands ensembles et productions domestiques. Alinéa, 1999, Dossier : Habiter, n° 10, p. 75-84. halshs-01534439

HAL Id: halshs-01534439

<https://shs.hal.science/halshs-01534439v1>

Submitted on 2 Jul 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Daniel Pinson, Professeur à l'IAR
(Institut d'Aménagement Régional, Université Aix-Marseille III)
Paru dans la revue *Alinéa*, n° 10, Université Pierre Mendès France, Grenoble,
1999, Dossier *Habiter*, p. 75-84.

GRANDS ENSEMBLES ET PRODUCTIONS DOMESTIQUES

RÉSUMÉ :

Partant du postulat qu'il y aurait pertinence à mieux penser les catégories aujourd'hui dissociées de l'économique et du domestique et de l'analyse selon laquelle la politique de la ville aligne trop facilement son appréhension des quartiers d'habitat social sur les indicateurs de son anomie, l'auteur met l'accent sur l'intérêt qu'il y aurait à développer une meilleure connaissance de la production domestique comme part de l'économie et de la reconstruction identitaire des habitants de ces quartiers.

Une chose frappe dans les grands ensembles : c'est à leur lisière que l'appropriation y apparaît la plus forte. C'est aussi à la marge de la "politique de la ville" que se situe cet article, dans ce qu'on appellera les "productions domestiques" des habitants du grand ensemble, c'est-à-dire l'habitation elle-même, comme construction autotransformée, mais aussi les pratiques et les savoirs de l'économie et de la culture dans l'habitation (la production alimentaire, vestimentaire, mobilière, véhiculaire, constructive...)¹.

En se situant dans la perspective d'une socio-anthropologie de l'urbain, on réinterrogera la coupure entre le domestique et l'urbain, le privé et le public instauré non seulement comme principe du droit en démocratie bourgeoise (ce qui est sans doute un progrès), mais aussi comme mode de pensée du sociétal (ce qui est peut-être moins intéressant). On voudrait ainsi redonner de l'actualité à cette intuition du fondateur de l'urbanisme comme théorie, Ildefonso Cerda, qui pensait que l'unité élémentaire de l'urbanisme était la maison².

On adoptera par ailleurs une série de postures théorico-méthodiques qui manifesteront une préférence pour le particulier et le singulier, habituellement

¹. Ce que Marcel Mauss et André Leroi-Gourhan ont appelé respectivement les "industries spéciales à usages spéciaux" (consommation, acquisition, production, protection et confort, transport) (1935-1938), et les "techniques de la consommation" (1945).

². Ildefonso Cerda, *La théorie générale de l'urbanisation* [1867], Paris, Le Seuil, 1979, pp. 136 sq. "De la maison, considérée comme habitation et urbe élémentaire".

nivelés par le dominant ou le moyen (les arts de la statistique), autant en regard des groupes minoritaires que des situations localisées, en donnant, dans une perspective dynamique, telle que l'a définie, il y a bien longtemps, Edgar Morin³, plus de poids à ce qui est significatif qu'à ce qui, selon une sociologie (trop) classique, est représentatif.

Allant de bas en haut, on favorisera le regard de l'intérieur (autant que faire se peut) plutôt que celui de l'extérieur, en tenant le plus grand compte du "sens commun", du point de vue de l'acteur comme construction logique de sa position et de ses actes, à la façon de l'ethnométhodologie⁴. Sur cette lancée, on remettra aussi en cause la coupure entre le technico-spatial, qu'on envisagera comme une culture matérialisée (architecture, urbanisme pour une part, paysage...) et le politico-social, en s'appuyant sur les théories de l'anthropologie des techniques⁵, ce qui paraît éminemment approprié à l'étude des situations urbaines.

La "politique de la ville" comme nouveau traitement de la question sociale

La politique de la ville, qui était initialement une politique d'amélioration du "cadre de vie" (HVS, 1977), puis de développement socio-spatial auto-centré des quartiers (DSQ, 1983) est devenue une politique de soutien social systématique aux pauvres, privés d'emploi et donc de ressources, de la société actuelle. Pour paraphraser J. Donzelot, on est passé "de l'aménagement à l'animation"⁶.

L'urbaniste assiste à la réduction du spatial au social : de l'habitat aux allocations, voire au rattrapage socio-politique (subvention et "participation dépendante", comme dit F. Dubet⁷, et non auto-organisation ou "auto-gestion"). La politique de la ville est désormais une immense entreprise d'assistance sociale, économique et de réhabilitation idéologique - chargée de culpabilité - en faveur d'un individu privé (ou menacé d'être privé) des droits élémentaires dans une société moderne démocratique (travail, logement, exercice de la citoyenneté...).

Il est clair en effet que la "politique de la ville" n'a plus rien à voir avec le développement social urbain de ses initiateurs des années 1980 : ces derniers le pensaient dans une perspective de développement local. Il faut se rendre à

³ Edgar Morin, *Commune en France, la métamorphose de Plodémet*, Paris, Fayard, 1967.

⁴ Alain Coulon, *L'ethnométhodologie*, Paris, PUF, coll. Que sais-je ?, 1987.

⁵ M. Callon, B. Latour et le CSI - Centre de sociologie de l'Innovation - de l'École des Mines de Paris. Citons comme synthèse théorique de ce courant : Bruno Latour, *Nous n'avons jamais été modernes, Essai d'Anthropologie symétrique*, Paris, La découverte, 1991.

⁶ Jacques Donzelot, Philippe Estèbe, *L'Etat animateur, essai sur la politique de la ville*, Paris, Esprit, 1994.

⁷ François Dubet, *Les figures de la ville et la banlieue*, in "Sociologie du Travail" : "La Ville : habiter, Gouverner", XXXVII 2/1995, Paris, Dunod, pp. 127-150.

l'évidence : cette perspective s'est effondrée et la "politique de la ville" est devenue une parade, la plus appropriée, pense-t-on, contre les risques qui pèsent sur la paix sociale.

Auparavant, la paix sociale et le maintien de l'ordre, c'est-à-dire le traitement des inégalités et des rapports de domination, passaient principalement par la discipline au travail ou par le règlement des conflits à l'usine. Ils sont désormais largement assurés par le *contrôle des territoires de concentration de la pauvreté*, territoires qui risquent de devenir "hors la loi". Alors que le travail (l'exploitation -mal- acceptée du travail) était auparavant une modalité essentielle d'intégration sociale, et se réalisait en grande partie dans l'espace de travail, la perte de ce rapport contraint aujourd'hui les garants de l'ordre à porter l'attention là où la présence des sans-travail domine : les quartiers de pauvres. A cet endroit, l'assistance de l'État, ou le charisme religieux ou laïc, sont désormais un autre recours, après (ou avec) l'aide des proches (famille, amis...) à l'exclusion sociale, au maintien du lien minimum au monde : la matrice tectonique ("sans toit, pas de moi").

On peut dire ainsi que les autorités de gouvernement ont fait de la "politique de la ville", étendue progressivement, de 1983 à 1993, à l'ensemble du territoire national, une solution de remplacement de ses politiques classiques de régulation sociale. L'un des problèmes de cette politique, comme projet sur et "pour" les quartiers dits "en difficulté", est qu'à force de scruter les "difficultés" de ces quartiers, bien souvent grands ensembles, elle passe facilement à côté d'autres projets, ceux des habitants, un ensemble de projets domestiques, privés, individuels et familiaux, éléments d'une économie inscrite dans le monétaire comme dans le non monétaire⁸ ? Or quelle connaissance a-t-on de ces projets ? Certainement trop fragmentaire, ce qui n'est pas sans favoriser la perception misérabiliste que l'on a de ces quartiers, perception qui contribue encore au renforcement de leur stigmatisation.

Les grands ensembles comme forme urbaine à faibles valeurs d'usage et marchande

Au centre de la géographie des quartiers prioritaires qui, aux fins d'attribution des crédits et autres mesures d'assistanat, passe par une délimitation périmétrale plus ou moins affirmée (des DSQ aux ZRU, ZUS et ZFU), on trouve les grands en-

⁸. Se référer à ce sujet aux travaux de Guy Roustang et alii (*Vers un nouveau contrat social*, Paris, Desclée de Brouwer, 1996) et Daniel Cérézuelle (*Pour un autre développement social, Au delà du formalisme technique et économique* (Préface de F. Dubet), Paris, Desclée de Brouwer, 1996).

semblent. Ils sont sans aucun doute victimes de leur visibilité⁹. L'habitat social HLM est de fait une partie du parc de logement qui ne cesse de contenir des populations chaque jour plus exposées (le dernier quartile des populations HLM -celui qui dispose des revenus les plus faibles- est passé de 12% en 1973 à 30% en 1988...) ¹⁰.

Dégradation accélérée d'un logement d'urgence en béton

En dehors des effets de la crise, le remplissage des HLM par des populations de plus en plus pauvres n'est pas étranger à la diminution du parc social de fait, (le "marché de l'insalubre", comme le dénomme Véronique de Rudder), celui des quartiers anciens des centre-ville, réhabilité. On assiste, phénomène inégalement déployé sur le territoire, à leur "gentrification", au détriment d'une population qui ira chercher en bout de chaîne, dans les HLM, mais aussi dans les copropriétés dégradées, l'hébergement qui lui est indispensable.

Les cités HLM tendent donc à devenir *le bas de gamme du logement bon marché*¹¹. Et de ce point de vue, en plus de la réponse qu'ils apportent de par leur vocation à une population sans cesse plus démunie, leur faible valeur d'usage, aggravée par leur dégradation, passive et active, contribue aussi à entraîner ce parc social des années 60 vers le bas de l'offre résidentielle. A cet égard, on aurait tort d'oublier que le logement HLM des grands ensembles, c'est du *logement d'urgence en béton*¹² : il présente une faible qualité technique (les sanitaires, ça ne suffit pas), il présente également une très faible qualité d'habitabilité (ce qui est différent de fonctionnel). Compte tenu de cette faible valeur d'usage, il sera la dernière solution pour un ménage solvable et seuls les attributs d'assistance qu'il offre (APL) en font une solution de recours pour les plus démunis.

Valeur d'usage et forme urbaine

Si c'est une erreur d'ériger la forme du grand ensemble en déterminant pathogène décisif (l'illusion du déterminisme technico-spatial), c'en est aussi une que de considérer que cette forme est sans effet sur la vie sociale et les capacités

⁹. Certains (je pense à Daniel Béhar, *Banlieues ghettos, quartiers populaires ou ville éclatée*, in "Les Annales de la recherche urbaine", n° 68-69, 1995) ont démontré que la pauvreté se nichait ailleurs que dans ces zones urbaines (75% des chômeurs sont hors des "quartiers ghettos").

¹⁰. Voir Urbanisme n° 274, 1994.

¹¹. Certes on ne peut pas mettre sur le même plan, en regard du marché du logement, logement social HLM et logement banal (social de fait). Il ne faut pas nier, en particulier, l'effet des dispositifs de type APL : on a ainsi pu montrer que les immeubles conventionnés créaient un effet d'aspiration des familles les plus démunies.

¹². Daniel Pinson, *Formes architecturales et urbaines de l'habitat* in "Logement et habitat : l'état des savoirs" (M. Segaud, C. Bonvalet, J. Brun, ed.), La Découverte, Paris, 1998, pp. 298-304.

d'appropriation du logement comme du quartier par leurs habitants. Cette forme urbaine n'est pas un pur fond de scène. C'est de la *culture technique cristallisée*, servant un projet de civilisation - la "société machiniste", chère à Le Corbusier-, lui-même repris par l'administration et les instances politiques, en particulier Claudius-Petit.

Avançons quelques aspects caractérisant cette faible valeur d'usage (ce déficit d'habitabilité) : l'échelle des opérations, le "gigantisme", liée à une maîtrise d'ouvrage centralisée ; la perte des éléments de structuration anthropologique spécifique à l'habitation (indistinction du haut et du bas, du devant et du derrière, du public et du privé, du montré et du caché..., sans compter toutes les absences fonctionnelles : balcon, cellier...) ¹³ ; l'inversion des valeurs urbaines : la monumentalisation du logement (la tour faisant campanile) et la banalisation de l'édifice communautaire (le centre social conçu comme "équipement") ¹⁴ ... ; l'autodésignation spatiale positive de la modernité (la "merdonité" -M. Leiris-) devenant stigmatisation négative...

Une appropriation réduite de l'espace

L'espace des cités HLM, intérieur comme extérieur, est par conséquent un espace hétéronormé, pensé pour un homme à venir, qui n'existe pas concrètement : c'est une rupture radicale dans les "conventions" guidant jusqu'alors la conception de l'habitation. A part le logement et les caves (pour les jeunes) (aujourd'hui on fait des caves au niveau des appartements), l'appropriation se fait souvent à la marge de ces cités, dans les traces du passé (l'ancien château ou manoir, le vieux moulin, le vieux café, les maisons castors et leur histoire...). , ne veut pas dire que les habitants ne parviennent pas à s'approprier leur logement : au contraire, il s'y replie et compense l'anonymat de l'extérieur par une surcharge décorative à l'intérieur¹⁵, et trouvent, pour certains, ces autres exutoires dont nous parlerons plus loin, cabanons à la campagne et autres Bourdigou¹⁶.

Les gens ordinaires des cités et leurs projets domestiques

Les vagues de peuplement du grand ensemble

¹³. Il faudrait rappeler ici les grands classiques, M. Mauss, Gaston Bachelard, Edward T. Hall, P. Bourdieu, H. Raymond, N. Haumont...

¹⁴. Daniel Pinson, *L'architecture des ZUP comme culture ou la monumentalisation du logement*, in "Les Cahiers de la Recherche Architecturale" n°38, "Les chantiers des banlieues", Marseille, Éditions Parenthèses, 1996.

¹⁵. Cf. la relation imparfaite entre l'intérieur et l'extérieur de Henri Raymond, *L'Architecture, les aventures spatiales de la raison*, Paris, CCI-Centre G. Pompidou, 1984.

¹⁶. "Village de vacances" autoconstruit près de Perpignan et détruit par les autorités dans les années 75 (in *Alternances urbaines*, Paris, CCI -Centre G. Pompidou, 1979, pp. 48-53).

Du grand ensemble, comme image à la fois conforme et moderne de la France urbaine¹⁷, à la fuite vers le pavillon des années 70, au regroupement familial des familles immigrées dans les logements vacants dans les années qui suivent, jusqu'à la paupérisation des cités HLM des années 80, réceptacle d'une société en crise économique, sociale et morale (immigrés, chômeurs, familles monoparentales...), on passe, comme le dit M. Wievorka, du "sas à la nasse"¹⁸ : avant on pouvait aller plus loin, au-delà du HLM. C'est désormais la fin du parcours résidentiel de beaucoup de ménages.

La définition du quartier par l'anomal : l'oubli des gens ordinaires

En toute logique, cette évolution socio-économique des populations refoulées vers les cités d'habitat social retient toute l'attention des personnels d'en haut comme d'en bas qui conçoivent et appliquent l'actuelle politique de la ville. Les "tableaux de bord", mis au point avec l'aide technique de l'INSEE, ont permis de surmonter certaines difficultés d'examen et de suivi des changements positifs et négatifs de ces quartiers. Cette procédure d'évaluation mobilise tout un ensemble d'indicateurs, au centre desquels l'emploi, le taux de population étrangère, le nombre de délits occupent une place essentielle et se trouvent rapportés à une moyenne normative, un seuil d'alerte, en quelque sorte.

Il est évident que ce caractère obsessionnel de l'existence ou de l'apparition du trouble social, dans cette manière d'observer des quartiers, contribue à évacuer toute la dimension de "normalité" qui peut encore y exister : la vie et la voix des gens ordinaires sont comme couvertes par la télé-représentation alarmiste d'en haut. Ce que l'on pourrait encore considérer comme un quartier populaire devient immédiatement quartier "à problèmes" et la part de ressort, d'autodéveloppement que contient l'ensemble est rapidement submergée par la projection alarmiste des observateurs lointains qui comparent les tableaux de bord.

Les projets domestiques

Or les gens ordinaires, et "de peu", comme les nomme Pierre Sansot, constituent une part importante de la population des ensembles d'habitat social. Ce sont souvent des fidèles du quartier, beaucoup de ceux qui n'ont pas osé se lancer dans l'accession dans les années 70, aventure incertaine lorsque, par exemple, on ne disposait dans le ménage que d'un seul revenu, d'ouvrier ou d'employé.

Certes la maison individuelle faisait partie des projets de ces habitants, mais elle ne résume pas la totalité de ce qu'on appelle les "productions domestiques". Ce

¹⁷. Paul Clerc, *Grands ensembles, banlieues nouvelles*, Paris, PUF, 1967.

terme désigne en réalité un ensemble d'initiatives qui sont relatives à la vie familiale et personnelle de ces populations et trouvent leur accomplissement dans l'univers de l'habitation, cet ensemble de lieux qui comprend, outre la résidence principale, des annexes résidentiels qui iront de l'atelier de bricolage installé dans la cave jusqu'à la cabane du jardin familial, en passant par l'emplacement de parking tâché par les huiles de moteurs en réparation.

Le projet domestique, c'est donc d'abord un projet résidentiel resté à l'état du rêve pavillonnaire, mais qui est quelquefois parvenu à s'exprimer de manière embryonnaire, à travers le cabanon, et rend ainsi supportable la vie en cité, puisqu'il sort l'habitant de ses limites. C'est ensuite tout ce qui est produit à partir de la maison, en lien avec une culture professionnelle (menuiserie, mécanique, couture...) ou ethnique (gâteaux tunisiens, nems...), source d'autoreconnaissance positive.

La maison ou ses ersatz: un système résidentiel

C'est ainsi qu'un nombre non négligeable d'habitants des cités dispose d'une autre forme d'établissement résidentiel, cabane ou caravane installée à demeure sur un terrain, en bord de mer et plus souvent en campagne, au bord d'un étang, ou tout simplement dans un terrain de camping, lieu de vie situé en dehors du grand ensemble.

Le logement "principal" qu'y occupe l'habitant constitue un espace de première nécessité, lieu de retrait d'une vie professionnelle sur le point de s'achever et lieu d'une vie familiale qui a vu le départ progressif des enfants. Le cabanon et son terrain, quant à eux, ont été l'exutoire des week-end et des congés¹⁹, lieu de convivialité familiale, amicale ou collégiale.

La maison de retour des immigrés maghrébins est encore plus significative. Beaucoup de ces travailleurs étrangers, qui ont réalisé le regroupement familial dans les années 1975, ont vécu leur logement en France, en fonction du projet résidentiel qui était resté le leur au Maghreb, en le considérant comme une étape transitoire. Ainsi les privations de la période de célibat sont prolongées dans le logement HLM de manière à concentrer les économies sur la maison de retour.

Ce comportement domine tant que les enfants sont petits, mais il se modifie lorsqu'ils sont adolescents, ils contestent les sacrifices parentaux et la perspective d'un retour

¹⁸. Michel Wievorka, *Racisme, racialisation et ethnicisation en France*, in *Hommes et Migrations*, N°1195, février 1996, Paris, pp. 27-33.

¹⁹. Daniel Pinson, *Voyage au bout de la ville, histoires, décors et gens de la ZUP*, Nantes, ACL-Crocus, 1989, 365 pages, illustrations, préface de Henri Raymond.

définitif. La maison de retour devient alors une résidence secondaire pour les enfants. Ce renversement n'est pas sans effet sur leur positionnement identitaire, créant, chez ces jeunes issus de l'immigration, une "identification imparfaite" aux classes moyennes, qui les valorise en regard de certains de leurs camarades français de la cité²⁰.

L'autoproduction et les savoirs domestiques

Mais les projets domestiques ne se limitent pas à la maison de retour ou à la cabane, substitut du rêve pavillonnaire inaccompli. Ils concernent aussi un ensemble de pratiques liées à la consommation et à l'autoproduction, à cette part des arts ménagers qui sont exploités par la production industrielle.

Dans le domaine de la restauration, certaines femmes font des repas pour des fêtes familiales ou communautaires et, payées pour cela, en ont fait, pendant une partie de leur vie, une source de revenu. Dans celui de la couture et de la mode, des jeunes filles immigrées (marocaines et autres) mettent sur pied, à Nantes (Malakoff) ou à Marseille (Frais-Vallon) des défilés de mode où elles s'improvisent modistes avec un certain succès et s'adonnent par ailleurs à des petits travaux de couture.

A ces initiatives féminines font écho, du côté masculin, la mécanique, l'autoconstruction et le bricolage, le jardinage. Certes il existe, du côté des jeunes, un certain dédain des arts ordinaires (l'idée du "meilleur ouvrier de France" n'est pas la mieux portée). Cette jeunesse est la proie facile des illusions du spectacle médiatique (sport, musique) et le beau métier de maçon n'a plus l'aura d'antan, alors qu'il offre les possibilités d'une reconstruction identitaire, par l'activité créatrice, indéniable.

Enfin, il faudrait dire l'immense réserve d'entraide matérielle et morale que constituent les solidarités familiales (dont l'échelle et le degré d'interdépendance est relatives aux cultures spécifiques).

CONCLUSION

Il existe un déficit cruel de connaissances fines du vécu social sur les quartiers dits prioritaires. En pénétrant au cœur de ces ensembles, on prend mieux la

²⁰. Daniel Pinson, *Génération immigrées et modes d'habiter, entre repli communautaire et fusion trans-ethnique*, in "Les Annales de la Recherche urbaine", n° 68-69 "Politiques de la ville, recherches de terrains", Paris, Plan Urbain, MELTT, sept.-Déc. 1995, pp. 189-198, et *Les maisons du marocain immigré ou le*

mesure de l'épaisseur de ce vécu social. Il ne se réduit ni au nombre de chômeurs ni à celui des délinquants comme indicateurs de l'anomie de ces cités.

La vision d'en haut, construite pour fixer l'ordre de classement des quartiers prioritaires et retenir ceux qui seront éligibles pour l'octroi des subventions, même si elle a une part d'intérêt, tend cependant à effacer les singularités inclassables et les potentialités positives de ces quartiers. Elle sous-estime inévitablement des initiatives domestiques qui ne demandent qu'à s'épanouir et qui constituent souvent la corde de rappel d'une chute qui menace en permanence.

Or ces initiatives domestiques trouvent leur origine dans des talents, compétences ou savoir-faire susceptibles d'être valorisées dans une consommation ou des échanges domestiques, monétaires ou non, qui associent l'accès à des ressources et l'accès à une reconstruction identitaire positive. Il faut prendre la mesure de l'autoproduction domestique et de son manque de ressources - parcelles de jardins, outils divers non disponibles -, pour s'épanouir. Ce besoin d'élargissement des pratiques auto-productives est latent, il se fabrique dans le bricolage et quelquefois dans la transgression -trafic d'automobiles-.

Il semble que l'on soit aujourd'hui incapable de lier le domestique et l'économique, autrement qu'en pensant le second comme production et le premier comme stricte consommation. La société industrielle a coupé ces deux aspects, intimement liés dans les sociétés pré-industrielles, qui fonctionnent pourtant encore dans le champ de la maison, de sa construction, de l'auto-réhabilitation et de l'autoconstruction et de bien des dimensions de la vie familiale qui s'y accomplit. Ce lien ne demande qu'à revivre. Le désœuvrement de centaines de chômeurs rend réactualisables des expériences comme celle des castors dans les années 1950²¹, et pensable l'autoproduction partielle comme moyen de mobilisation pour une reconstruction des grands ensembles qu'il faudra tôt ou tard remplacer²². A travers le développement de cette part d'autoproduction²³, on

double renversement de la résidence principale, in Ph. Bonnin, R. de Villanova (Ed.), "D'une maison l'autre", Créaphis, Paris, 1999.

²¹. Bernard Légé, *Les Castors de la Monnaie*, in "Terrains" n°9, "Habiter la maison", Paris, Ministère de la Culture, octobre 1987, pp. 40-59 et Daniel Pinson, *Rezé - 1954, entre lotissement vertical et horizontal ou la Claire Cité des Castors et la Maison Radieuse de Le Corbusier*, in "Villes en parallèle" n°14, "La Ville fragmentée", Laboratoire de Géographie urbaine de Paris X - Nanterre, juin 1989, pp. 89-105. Dans la ZUP de Bellevue à Nantes, l'expérience castor, construite antérieurement et à proximité de la ZUP, constitue une référence pour les populations de ce grand ensemble.

²². Depuis 1996 une orientation nouvelle s'est dessinée dans le cadre de la Politique de la Ville, à travers la "restructuration urbaine", désormais introduite dans le code de l'urbanisme. Elle définit une approche de la "construction-démolition" qui soumet la démolition des immeubles dégradés et vacants à la réalisation d'un projet urbain et social. Selon les termes du secrétariat au logement, ce "projet urbain" doit porter "sur l'habitat, l'espace public, les activités, les services, la gestion quotidienne, et l'amélioration du cadre de vie,

créera par l'autoconstruction, ou l'autoréhabilitation, la restauration, la couture et la mode, la mécanique, la menuiserie et le jardinage, l'art floral, le soin des animaux de compagnie, etc., un mouvement d'appropriation et de réelle requalification des quartiers populaires, reconstruits en lieu et place des grands ensembles, avec des vraies maisons et non des "machines à habiter", que la classe moyenne, cet étalon social du politique ne veut plus. Il n'est plus possible que des hommes et des femmes restent prisonniers des effets déstructurant du pragmatisme économique du capitalisme triomphant, en regard du travail, comme des séquelles matérielles dégradées de l'urbanisme "progressiste" - les grands ensembles-, en regard du logement.

et dont la démolition n'est que l'un des moyens". Des mesures financières accompagnent cette procédure en instituant des Prêts Projets Urbains et, depuis 1998, des PLA CD (Prêt locatifs aidés "construction-démolition") à hauteur de 5000 logements. Ces dispositions prennent en considération les enjeux sociaux et qualitatifs de la reconstruction : il s'agit d'assurer à des populations modestes un relogement qui tienne compte de leur solvabilité, d'une localisation qui ne détruise pas des solidarités existantes, d'un cadre de vie qui rompe avec le stigmatisme que projette l'appartenance à une forme urbaine décriée et qui permette la satisfaction d'une appropriation domestique et urbaine conforme à l'attente de ces populations.

²³. Il n'est qu'à regarder le marché du bricolage et de la maison, qui concerne pourtant bien plus les classes moyennes que les milieux populaires, car pour bricoler, décorer, donc travailler pour soi et s'accomplir, il faut des ressources en matériaux achetées avec des ressources monétaires...